Rapport financier 2016

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Chelsea

Code géographique : 82025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Occupation
du territoire
Québec

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier S3

Section I - États financiers

Table des matières S5

États financiers audités S6 - S25

Renseignements non audités S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières S30

Taux global de taxation réel audité S31 - S34

Autres renseignements financiers non audités S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières S54

Données prévisionnelles S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal S67

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion S68

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Charles Ricard, atteste la véracité du rapport financier

de Chelsea (Nom de l'organisme) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Chelsea (Nom de l'organisme) pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-01-09 (Date).

Signature Date 2017-06-05

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la municipalité de Chelsea, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Chelsea et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la municipalité de Chelsea inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

pages S23 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Pierre Mousseau, CPA Auditeur, CA

DATE 2017-05-25

Organisme Chelsea — Code géographique 82025

S14

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Budget 2016	Réalisations 2016			Réalisations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	Redressé note 20
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	10 727 297	10 649 984		10 649 984	10 333 746
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 021 565	993 300		993 300	991 853
Quotes-parts	3					
Transferts	4	891 684	622 230		622 230	614 575
Services rendus	5	1 167 231	1 202 980		1 202 980	980 541
Imposition de droits	6	945 600	808 454		808 454	665 837
Amendes et pénalités	7	67 170	54 484		54 484	64 149
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	201 395	206 139		206 139	164 885
Autres revenus	10	216 261	(383 746)		(383 746)	316 925
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	15 238 203	14 153 825		14 153 825	14 132 511
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	2 127 033	46 687		46 687	2 147 481
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	16	158 000				150 000
Autres	17		51 651		51 651	154 303
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18					
	19	2 285 033	98 338		98 338	2 451 784
	20	17 523 236	14 252 163		14 252 163	16 584 295
Charges						
Administration générale	21	2 173 785	2 014 713	100 488	2 115 201	2 241 505
Sécurité publique	22	2 733 167	2 848 214	159 178	3 007 392	2 822 407
Transport	23	2 548 163	2 441 132	1 228 216	3 669 348	3 595 460
Hygiène du milieu	24	1 447 600	1 406 274	308 748	1 715 022	1 233 430
Santé et bien-être	25	73 192				13 000
Aménagement, urbanisme et développement	26	814 010	782 522	14 632	797 154	766 630
Loisirs et culture	27	2 469 974	2 352 242	359 928	2 712 170	2 766 133
Réseau d'électricité	28					
Frais de financement	29	738 339	776 928		776 928	598 444
Effet net des opérations de restructuration	30					
Amortissement des immobilisations	31	1 857 865	2 171 190	(2 171 190)		
	32	14 856 095	14 793 215		14 793 215	14 037 009
Excédent (déficit) de l'exercice	33	2 667 141	(541 052)		(541 052)	2 547 286

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations Redressé note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 667 141	(541 052)	2 547 286
Moins: revenus d'investissement	2	(2 285 033)	(98 338)	(2 451 784)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	382 108	(639 390)	95 502
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4	1 857 865	2 171 190	1 923 015
Produit de cession	5	10 000	894	39 461
(Gain) perte sur cession	6		481 053	130 527
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	1 867 865	2 653 137	2 093 003
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Remboursement ou produit de cession	12	3 000		31 699
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	10 000	3 219	3 726
	15	13 000	3 219	35 425
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	90 120	337 976	42 457
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 239 125)	(1 983 277)	(1 859 225)
	18	(2 149 005)	(1 645 301)	(1 816 768)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(277 840)	(148 747)	(271 108)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	250 000	7 359	364 236
Excédent de fonctionnement affecté	21	208 007	375 742	186 551
Réserves financières et fonds réservés	22	(294 135)	(116 415)	(136 265)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(285 036)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(113 968)	(167 097)	143 414
	26	(382 108)	843 958	455 074
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		204 568	550 576

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations Redressé note 20
Revenus d'investissement	1	2 285 033	98 338	2 451 784
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	(18 990)	(123 792)	(151 486)
Sécurité publique	3	(131 700)	(46 073)	(95 239)
Transport	4	(5 272 509)	(2 444 148)	(3 232 566)
Hygiène du milieu	5	(3 781 800)	(5 354 413)	(13 023 838)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	(1 139 165)	(432 653)	(112 573)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )
	10	(10 344 164)	(8 401 079)	(16 615 702)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	( )	(38 521)	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	7 427 726	21 254 024	2 024 070
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	277 840	148 747	271 108
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15	101 000	151 200	151 124
Excédent de fonctionnement affecté	16		49 718	60 155
Réserves financières et fonds réservés	17	252 565	61 342	65 144
	18	631 405	411 007	547 531
	19	(2 285 033)	13 225 431	(14 044 101)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		13 323 769	(11 592 317)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations Redressé note 20
Rémunération	1	3 400 645	3 466 487	3 396 847
Charges sociales	2	680 160	618 361	582 061
Biens et services	3	4 840 387	4 470 597	4 424 975
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	631 884	672 707	500 833
D'autres organismes municipaux	5	150	69	165
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	80 255	98 898	83 605
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	26 050	5 254	13 841
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	3 169 822	3 170 222	2 967 135
Transferts	10			
Autres	11	5 500	4 496	3 813
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	147 297	70 149	91 759
Amortissement des immobilisations	14	1 857 865	2 171 190	1 923 015
Autres				
-	15	16 080	44 785	48 960
-	16			
-	17			
	18	14 856 095	14 793 215	14 037 009

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015 Redressé note 20
Revenus				
Taxes	1	10 727 297	10 649 984	10 333 746
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 021 565	993 300	991 853
Quotes-parts	3			
Transferts	4	3 018 717	668 917	2 762 056
Services rendus	5	1 167 231	1 202 980	980 541
Imposition de droits	6	945 600	808 454	665 837
Amendes et pénalités	7	67 170	54 484	64 149
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	201 395	206 139	164 885
Autres revenus	10	374 261	(332 095)	621 228
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	17 523 236	14 252 163	16 584 295
Charges				
Administration générale	14	2 278 530	2 115 201	2 241 505
Sécurité publique	15	2 911 327	3 007 392	2 822 407
Transport	16	3 561 623	3 669 348	3 595 460
Hygiène du milieu	17	1 632 180	1 715 022	1 233 430
Santé et bien-être	18	73 192		13 000
Aménagement, urbanisme et développement	19	839 730	797 154	766 630
Loisirs et culture	20	2 821 174	2 712 170	2 766 133
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	738 339	776 928	598 444
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	14 856 095	14 793 215	14 037 009
Excédent (déficit) de l'exercice	25	2 667 141	(541 052)	2 547 286
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		19 151 410	16 785 572
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27		(1)	(181 448)
Solde redressé	28		19 151 409	16 604 124
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		18 610 357	19 151 410

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015 Redressé note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 667 141	(541 052)	2 547 286
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(10 344 164)	(8 401 079)	(16 615 702)
Produit de cession	3	10 000	894	39 461
Amortissement	4	1 857 865	2 171 190	1 923 015
(Gain) perte sur cession	5		481 053	130 527
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(8 476 299)	(5 747 942)	(14 522 699)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(38 521)	
Variation des stocks de fournitures	9		(51 217)	(4 198)
Variation des autres actifs non financiers	10		29 125	219 004
	11		(60 613)	214 806
	12	(5 809 158)	(6 349 607)	(11 760 607)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(5 809 158)	(6 349 607)	(11 760 607)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(31 621 555)	(19 679 501)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			(181 447)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(31 621 555)	(19 860 948)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(37 971 162)	(31 621 555)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	442 464	1 323 968
Débiteurs (note 5)	2	5 011 990	7 265 813
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	17 126	20 345
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	5 471 580	8 610 126
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	363 349	14 811 800
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 322 512	4 766 355
Revenus reportés (note 12)	12	260 166	240 927
Dette à long terme (note 13)	13	39 496 715	20 412 599
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	43 442 742	40 231 681
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(37 971 162)	(31 621 555)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	55 961 258	50 213 317
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	278 800	240 279
Stocks de fournitures	19	150 362	99 145
Autres actifs non financiers (note 17)	20	191 099	220 224
	21	56 581 519	50 772 965
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	18 610 357	19 151 410

Obligations contractuelles (note 18)
Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015 Redressé note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(541 052)	2 547 286
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 171 190	1 923 015
Autres			
- Perte (gain) sur disposition	3	481 053	130 527
- Redressement année antérieure	4		856
	5	2 111 191	4 601 684
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 253 823	(2 239 760)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 443 843)	1 997 902
Revenus reportés	9	19 239	(15 546)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(38 521)	
Stocks de fournitures	12	(51 217)	(4 198)
Autres actifs non financiers	13	29 125	219 004
	14	2 879 797	4 559 086
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(8 401 079)	(16 615 702)
Produit de cession	16	894	39 461
	17	(8 400 185)	(16 576 241)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		31 699
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21	3 219	3 726
	22	3 219	35 425
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	21 592 000	2 066 527
Remboursement de la dette à long terme	24	(2 238 853)	(2 135 478)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(14 448 451)	12 141 357
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(269 031)	18 839
Autres			
-	27		
-	28		
	29	4 635 665	12 091 245
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(881 504)	109 515
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 323 968	1 214 453
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	1 323 968	1 214 453
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	34	442 464	1 323 968

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

Municipalité de Chelsea est un organisme municipal constitué et régie en vertu du code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16 , la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La municipalité est membre de la Municipalité régionale de comté des Collines-de-l'Outaouais, laquelle assume les compétences en matière d'évaluation et de police, entre autres.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables
La préparation des états financiers de la municipalité de Chelsea, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie:
La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements:
Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons en immobilisations sont comptabilisés à leur valeur marchande.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures.....5 à 40 ans
Bâtiments.....40 ans
Véhicules.....5 à 20 ans
Ameublement et équipements de bureau
*Équipements informatiques.....5 ans
*Autres.....5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipements.5 à 15 ans
Autres.....5 ans

Les immobilisations sont présentées à titre d'actifs non financiers à l'état de la situation financière à la valeur amortie. La dépense d'amortissement est reflétée à l'état du coût des services municipaux.

Les stocks sont évalué au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

Dépenses reportées:
Les dépenses reportées sont amorties selon la méthode le l'amortissement linéaire. Les frais d'escompte et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée des emprunts. Les autres dépenses reportées sont amorties sur une période maximale de cinq ans.

Affectation:
Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements de portefeuille	2		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	630 348	634 550
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		49 285
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	3 305 461	3 902 835
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	518 023	1 980 386
Organismes municipaux	7	168 272	217 172
Autres			
- Mutations, intérêts, pénalités	8	307 525	142 781
- Autres	9	82 361	338 804
	10	5 011 990	7 265 813
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	2 074 879	2 395 773
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	2 074 879	2 395 773
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	11 516	11 516
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	17 126	20 345
Autres placements	23		
	24	17 126	20 345
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27	( )	( )
	28		
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30		
Régimes à cotisations déterminées	31		
Autres régimes (REER et autres)	32	125 566	125 406
Régimes de retraite des élus municipaux	33	10 060	9 652
	34	135 626	135 058

Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35		
Autres	36		
	37		

Note

10. Emprunts temporaires

11. Créditeurs et charges à payer			
Fournisseurs	38	1 172 995	2 956 045
Salaires et avantages sociaux	39	149 782	94 318
Dépôts et retenues de garantie	40	1 483 820	1 365 272
Provision pour contestations d'évaluation	41		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43		
Autres			
- Intérêts courus dettes l-terme	44	247 153	54 266
- Vacances et maladies accumulée	45	210 726	213 755
- organismes municipaux	46	5 945	5 572
- Autres	47		30 156
- Allocation départ élus	48	52 091	46 971
	49	3 322 512	4 766 355

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	50		
Transferts	51	4 738	5 022
Fonds parcs et terrains de jeux	52	202 347	187 905
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
- Études branchements potentiels	56	6 081	
- Location	57	47 000	48 000
-	58		
-	59		
	60	260 166	240 927

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2016	2015
Obligations et billets en monnaie canadienne			2017	2047	61	39 904 400	20 531 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					62		
Gains (pertes) de change reportés					63		
					64		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65		
Organismes municipaux	4,00	4,00	2017	2021	66	1 015	2 395
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,74	6,50	2019	2020	67	66 670	84 643
Autres					68		
					69	39 972 085	20 618 938
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(475 370)	(206 339)
					71	39 496 715	20 412 599

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets: Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets: Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme: Location-acquisition		Autres dettes à long terme: Autres		Total 2016
2017	72		80	2 721 800	88	19 002	97	327	105	2 741 129
2018	73		81	2 638 800	89	20 093	98	265	106	2 659 158
2019	74		82	2 474 100	90	21 252	99	216	107	2 495 568
2020	75		83	2 396 200	91	6 323	100	177	108	2 402 700
2021	76		84	2 106 700	92		101	30	109	2 106 730
2022 et +	77		85	27 566 800	93		102		110	27 566 800
	78		86	39 904 400	94	66 670	103	1 015	111	39 972 085
Intérêts et frais accessoires					95	( )			112	( )
	79		87	39 904 400	96	66 670	104	1 015	113	39 972 085

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2016	2015
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	114	(33 275 325)	(28 105 469)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	(2 620 958)	(1 120 313)
Autres	116	(2 074 879)	(2 395 773)
	117	(37 971 162)	(31 621 555)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118		146	2 464 210	173	(7 548 423)	200	10 012 633
Eaux usées	119	7 165 320	147	2 075 176	174	(5 665 133)	201	14 905 629
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	14 619 051	148	1 511 172	175	(2 516 088)	202	18 646 311
Autres	121	1 253 096	149	47 583	176		203	1 300 679
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	15 098 452	151	278 499	178	(378 307)	205	15 755 258
Améliorations locatives	124		152		179		206	
Véhicules	125	2 924 780	153	310 625	180		207	3 235 405
Ameublement et équipement de bureau	126	636 281	154	25 745	181		208	662 026
Machinerie, outillage et équipement divers	127	1 015 386	155	46 220	182	(21 762)	209	1 083 368
Terrains	128	2 725 758	156		183		210	2 725 758
Autres	129		157		184		211	
	130	45 438 124	158	6 759 230	185	(16 129 713)	212	68 327 067
Immobilisations en cours	131	16 910 578	159	1 641 849	186	16 821 316	213	1 731 111
	132	62 348 702	160	8 401 079	187	691 603	214	70 058 178
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133		161	71 323	188		215	71 323
Eaux usées	134	962 197	162	231 992	189	209 655	216	984 534
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	5 493 247	163	974 234	190		217	6 467 481
Autres	136	706 816	164	80 835	191		218	787 651
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	2 719 937	166	407 989	193		220	3 127 926
Améliorations locatives	139		167		194		221	
Véhicules	140	1 263 399	168	220 424	195		222	1 483 823
Ameublement et équipement de bureau	141	469 750	169	82 615	196		223	552 365
Machinerie, outillage et équipement divers	142	520 039	170	101 778	197		224	621 817
Autres	143		171		198		225	
	144	12 135 385	172	2 171 190	199	209 655	226	14 096 920
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	50 213 317					227	55 961 258
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233		235	
Amortissement cumulé	229	( )	232	( )	234	( )	236	( )
Valeur comptable nette	230						237	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	238		
Immeubles industriels municipaux	239		
Autres	240	278 800	240 279
	241	278 800	240 279
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	278 800	240 279
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
-	244	146 396	153 168
-	245		
-	246		
Autres			
- PPU	247	44 703	67 056
-	248		
	249	191 099	220 224
Note			

18. Obligations contractuelles

La municipalité est liée par contrat pour les services suivants:

Enlèvement de la neige:

La municipalité a octroyé un contrat d'enlèvement de la neige en septembre 2016 pour une période de trois ans soit de novembre 2016 à avril 2019 avec possibilité de renouvellement de 2 ans. Les coûts annuels sont de 68 400$ plus taxes pour un total de 205 200$ plus taxes.

La Municipalité a octroyé en octobre 2016 un contrat pour location de 2 camions 6 roues (5 tonnes) avec opérateurs pour le déneigement pour une période de 3 ans pour un minimum garanti de 300 heures. Les coûts sont de 225$/hrs pour 2016-2017, 235$/hrs pour 2017-2018 et 245$/hrs pour 2018-2019 plus les taxes applicables.

La Municipalité a octroyé en octobre 2016 un contrat pour location d'un camion 6 roues (3 tonnes) avec opérateurs pour le déneigement pour une période de 3 ans pour un minimum garanti de 300 heures. Les coûts sont de 196.33$/hrs plus les taxes applicables pour toute la durée du contrat.

La Municipalité a octroyé en décembre 2016 un contrat de location d'un chargeur frontal pour le déneigement et les travaux de voirie pour une période de 36 mois. Les coûts sont de 26 364$ / an plus taxes pour un total de 79 095$ plus taxes.

Enlèvement et ramassage des ordures et recyclage:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

La municipalité a octroyé un contrat d'enlèvement et ramassage des ordures et recyclage du 1er mai 2013 au 30 avril 2016 au prix total de 1 070 799 $, taxes incluses, montant excluant les 2 années optionnelles de renouvellement. Les deux années optionnelles 2016-2017 et 2017-2018 ont été utilisées et les coûts sont de 316 505.77$ et 321 569.89$ plus taxes respectivement.

Vidange de fosses septiques:
La municipalité a octroyé un contrat pour la vidange des fosses septiques pour 2014 pour un montant approximatif de 174 711.70$, taxes incluses, avec possibilité de renouvellement de 2 ans, montant indexable selon IPC de février. Les 2 années optionnelles ont été utilisées et le coût par vidange de fosses est de 151.83$ plus taxes pour 2016 pour un total d'environ 140 595$ plus taxes.

Suivi environnemental des systèmes septiques avec traitement tertiaire comportant un rejet dans l'environnement:
La Municipalité a octroyé un contrat en mars 2016 pour une période de 18 mois se terminant le 30 septembre 2017 pour un coût total de 12 525$ plus taxes.

Entretien du réseau de fibres optiques:
La municipalité est liée pour une période de 20 ans dans un contrat d'entretien du réseau, au coût annuel de 1880 $(2005-2010), 2069 $(2010-2015), 2275 $(2015-2020) et 2500 $(2020-2025).

Contrôle animalier:
Une entente pour le contrôle animalier a été prise avec la SPCA en avril 2014 pour la période de 2 ans de 2014 à 2016. Le montant annuel pour 2015-2016 est de 26 950.45$.

Entretien terrains sportifs:
La Municipalité a octroyé en août 2014 un contrat d'entretien des terrains sportifs pour une période de 3 ans pour un coût total de 46 608$ plus taxes soit 10 620$ pour 2014, 17 994$ pour 2015 et 17 994$ pour 2016, plus les taxes applicables.

Support informatique:
La Municipalité a octroyé en janvier 2016 un contrat pour support et entretien informatique pour une période de 3 ans pour un total de 27 725$ plus taxes soit 9 950$ en 2016, 8 975$ en 2017 et 8 800$ en 2018 plus les taxes applicables.

Lignage de rues:
La Municipalité a octroyé en juin 2016 un contrat de 3 ans pour lignage de rues avec option de renouvellement de 2 ans pour un total de 99 456.30$ plus taxes soit 33 152.10$ / an plus les taxes applicables.

Entretien des systèmes de chauffage et ventilation:
a Municipalité a octroyé un contrat en juillet 2015 pour l'entretien des systèmes de chauffage et ventilation pour une période de 3 ans pour un total de 25 058$ plus taxes soit 6 463$ en 2015, 8 940$ en 2016 et 9 655$ en 2017 plus les taxes applicables.

Entretien préventif des ascenseurs:
La Municipalité a octroyé en juin 2016 un contrat d'entretien préventif des ascenseurs pour une période de 3 ans avec option de renouvellement de 2 ans pour un total de 9 120$ plus taxes soit 3 000$ en 2016-2017, 3 000$ en 2017-2018 et 3 120$ en 2018-2019 plus les taxes applicables.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie
S.O.

b) Auto-assurance
S.O.

c) Poursuites
La Municipalité a reçu une requête introductive d'instance en réclamation d'un solde contractuel et en reconnaissance d'hypothèque légale du domaine de la construction signifiée le 8 juin 2015, comportant une réclamation au montant de 286 581.91$, revue à la baisse en décembre 2015 au montant de 216 115.34$ avec intérêts au taux légal en sus de l'indemnité additionnelle prévue au Code Civil. La municipalité a déposé au greffe de la Cour une comparution le 9 juin 2015 et le 8 janvier 2016 une défense à l'encontre de la réclamation a également été déposée. L'audition est fixée le 23 octobre 2017. Étant donné que l'issue de cette poursuite est incertaine, aucun montant n'a été comptabilisé aux états financiers pour cette somme.

La Municipalité poursuit, en Cour supérieure, des entrepreneurs pour un montant de 439 113$ pour problèmes d'étanchéité dans la construction d'étangs aérés d'assainissement des eaux. Le dossier ayant récemment été judiciarisé, il est encore trop tôt pour se prononcer sur les chances de succès de la Municipalité donc aucun montant n'a été comptabilisé aux états financiers pour cette somme.

La Municipalité a déposé une demande en justice contre un entrepreneur suite à l'effondrement d'une partie de mur d'un bâtiment municipal. Le montant de la réclamation est de 146 720.13$ mais il est encore trop tôt pour se prononcer sur les chances de succès de la Municipalité donc aucun montant n'a été comptabilisé aux états financiers pour cette somme.

La Municipalité est poursuivie par un contracteur pour refus de paiement de factures pour un total de 55 508.55$. Étant donné que cette poursuite est reliée à celle de l'effondrement du mur d'un bâtiment municipal qui est actuellement devant la cour supérieure, la réclamation a été suspendue. Aucun jugement ne pourra être rendu avant que la cour supérieure se prononce sur l'autre dossier donc aucun montant n'a été comptabilisé aux états financiers de 2016.

La Municipalité a reçu une mise en demeure d'un ancien employé pour congédiement au montant de 49 649$. Étant donné que l'issue de cette mise en demeure est incertaine aucun montant n'a été comptabilisé aux états financiers de 2016.

La Municipalité a déposé une demande introductive en dommage, à la Cour supérieure, en septembre 2013 contre un entrepreneur suite à l'achat d'une surfaceuse pour un montant de 184 477$. Le 11 octobre 2016 le jugement été rendu en faveur de la Municipalité mais aucun montant n'a été reçu à ce jour. Une hypothèque légale a été enregistrée pour couvrir la somme due mais aucune somme n'a été comptabilisée aux états financiers en 2016.

La Municipalité a reçu une demande introductive d'instance en mars 2017 réclamant une somme totale de 1 873 155$ pour perte de contrat et atteinte à la réputation d'un contracteur. Une réponse a été notifiée afin de contester la demande. La Municipalité est en attente de la décision des assureurs de prendre fait et cause et défendre la Municipalité. Aucun montant n'a été comptabilisé aux états financiers car l'issue de cette

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

poursuite est incertaine.

d) Autres

Lors de la conception des réseaux d'eau potable et des eaux usées du secteur du centre Village plusieurs contrats ont été octroyés pour la conception et la construction des conduites d'eau potable et des eaux usées, des usines de traitement et distribution et des postes de surpression et tous autres travaux relatifs aux réseaux et construction et amélioration de la chaussée. Des retards dus à diverses circonstances ont été enregistrés dans les travaux et plusieurs contractants réclament des excédents de coûts pour un total de 1 367 653$. Présentement ces réclamations sont dans les mains de nos ingénieurs conseil afin de les analyser et nous conseiller sur les montants que la municipalité devrait payer. Étant donné que ces montants sont présentement inconnus aucune somme n'a été comptabilisées aux états financiers de 2016.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

20. Redressement aux exercices antérieurs

Les revenus de taxes 911 n'avaient pas été comptabilisés en 2015 donc un redressement a été fait afin d'ajouter 30 354$ aux revenus de taxes et 30 354$ aux dépenses de police ce qui n'a aucune incidence sur les résultats de l'exercice 2015.

Une subvention à recevoir pour les formations de pompiers avait été inscrite en 2015 mais n'a jamais été reçue donc nous avons redressé afin d'annuler ce revenu de transfert de 7 541$ et la subvention à recevoir du même montant donc réduit l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2015 de 7 541$.

Suite à un jugement de la cour les revenus de tenant lieu de taxes perçus du Ministère du Transport doivent lui être remboursés donc nous avons redressé 2015 afin de réduire les revenus tenant lieu de taxes de 17 183$ et inscrire un compte à payer du même montant ce qui fait en sorte de réduire l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2015 de 17 183$.

Des remboursements de subvention SOFIL à recevoir pour le remboursement de dettes à long terme ont été reçus en 2016 pour 2014, 2015 et 2016. Nous avons redressé 2015 afin de comptabiliser la partie de 2014 et 2015 à cet exercice donc les remboursements de la dette à long terme dans la section conciliation à des fins fiscales ont été réduits de 58 954$ ce qui augmente donc l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2015.

Un revenu de transfert pour investissement a été comptabilisé aux revenus de fonctionnement plutôt qu'aux revenus d'investissement donc on a redressé les revenus de transfert de fonctionnement afin de les réduire de 8 453$ et on a augmenté les revenus de transfert d'investissement du même montant. L'excédent de fonctionnement de l'exercice 2015 a donc diminué de 8 453$ et le déficit d'investissement de 2015 a donc diminué de 8 453$.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale. Les données budgétaires n'ont pas fait l'objet de vérification.

22. Instruments financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	250	442 464	1 323 968
Découvert bancaire	251	( )	( )
Ajouter			
-	252		
-	253		
-	254		
-	255		
Déduire			
-	256	( )	( )
-	257	( )	( )
-	258	( )	( )
-	259	( )	( )
-	260	( )	( )
-	261	( )	( )
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262	442 464	1 323 968
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

24. Fonds local d'investissement

		2016	2015
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	264		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265		
Autres revenus	266		
	267		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268		
Variation de la provision pour moins-value	269		
	270		
Autres charges	271		
	272		
Excédent (déficit) de l'exercice	273		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	( )	( )
	279		
	280		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	284		
Solde du Fonds local d'investissement	285		
VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	286		
Supportant les engagements de prêts	287		
Supportant les garanties de prêts	288		
	289		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

25. Fonds local de solidarité

		2016	2015
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	290		
Revenus sur les prêts aux entreprises	291		
Autres revenus	292		
	293		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	294		
Variation de la provision pour moins-value	295		
	296		
Intérêts sur la dette à long terme	297		
Autres charges	298		
	299		
Excédent (déficit) de l'exercice	300		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	( )	( )
	306		
	307		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	308		
Revenus reportés	309		
Dette à long terme	310		
	311		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312		
Excédent (déficit) non affecté	313		
	314		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315	
Supportant les engagements de prêts	316	
	317	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	526 817	583 832
Excédent de fonctionnement affecté	2	427 157	752 866
Réserves financières et fonds réservés	3	289 872	231 529
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( )	( )
Financement des investissements en cours	5	(1 476 764)	(14 800 533)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	18 843 275	32 383 716
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	18 610 357	19 151 410
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	526 817	583 832
Organismes contrôlés[1]	10		
	11	526 817	583 832
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Affectation année suivante	12	230 962	522 770
-	13		
- Surplus affecté auto assurance	14	20 003	20 003
-	15		
- Surplus affecté conv.collectiv	16	42 215	74 546
- Surplus affecté Mill	17	55 200	48 018
- Surplus affecté Patrick Wright	18	78 777	87 529
-	19		
-	20		
	21	427 157	752 866
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	22		
	23		
	24		
	25		
	26	427 157	752 866
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	165 188	139 162
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	34	108 684	77 043
Organismes contrôlés	35		
Montant non réservé			
Administration municipale	36		
Organismes contrôlés	37		
Fonds local d'investissement	38		
Fonds local de solidarité	39		
Autres			
-Loisirs	40	16 000	15 324
-	41		
	42	289 872	231 529
	43	289 872	231 529

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés	44	( )	( )
Régimes non capitalisés	45	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46	( )	( )
Autres	47	( )	( )
Régimes non capitalisés	48	( )	( )
	49	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50	( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	51	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52	( )	( )
Autres			
-	53	( )	( )
-	54	( )	( )
	55	( )	( )
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	56	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	57	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	58	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	59	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	60	( )	( )
Autres			
-	61.	( )	( )
-	62	( )	( )
	63	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	64	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	65	(415 672)	(108 285)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66	( )	( )
Autres			
- P.P.U.	67	(44 497)	(66 848)
-	68	( )	( )
	69	(460 169)	(175 133)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	70	460 169	175 133
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71		
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72		
Autres			
-	73		
	74	460 169	175 133
	75	( )	( )

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	76	281 140	
Investissements à financer	77	(1 757 904)	(14 800 533)
	78	(1 476 764)	(14 800 533)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	79	55 961 258	50 213 317
Propriétés destinées à la revente	80	278 800	240 279
Prêts	81		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	17 126	20 345
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83		
	84	56 257 184	50 473 941
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	85	39 496 715	20 412 599
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	475 370	206 339
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87	(2 098 004)	(2 412 533)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88	(460 169)	(175 133)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89	( )	( )
	90	37 413 912	18 031 272
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	(3)	58 953
	92	37 413 909	18 090 225
	93	18 843 275	32 383 716

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1		2		3	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2016	2015
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	4		
Charge de l'exercice	5	( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	6		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12		
Provision pour moins-value	13	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	15		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20		
	21		
Cotisations salariales des employés	22	( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23	( )	( )
	24		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28		
Variation de la provision pour moins-value	29		
Autres			
-	30		
-	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33		
Rendement espéré des actifs	34	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35		
Charge de l'exercice	36		

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53		
Autres hypothèses économiques			
-	54		
-	55		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56		57		58	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs			
Passif au début de l'exercice	59	( )	( )
Charge de l'exercice	60	( )	( )
Prestations ou primes versées par l'employeur	61		
Passif à la fin de l'exercice	62	( )	( )
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	( )	( )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64		
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	( )	( )

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	( )	( )
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		

Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2016	2015
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91		

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

Les employés cotisent 5% de leur salaires à des REER et la municipalité cotise un montant équivalent dans le REER des employés.

		2016	2015
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	93	125 566	125 406

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 [X] Oui
95 [ ] Non

		2016	2015
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96	1	1

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2016	2015
Cotisations des élus au RREM	97	2 027	2 053
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	98	10 060	9 652
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99		
	100	10 060	9 652

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale		
Dette à long terme	1	39 972 085
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 757 904
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	242 663
Débiteurs	8	2 074 879
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	2 620 958
Autres montants	10	23 125
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	281 140
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	36 487 224
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	36 487 224
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	1 505 025
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	37 992 249
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	37 992 249
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TAXES		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	8 001 041	7 798 193	9 784 606
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	2 116 713	2 217 072	
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8	85 457		
	9	10 203 211	10 015 265	9 784 606
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10		50 731	
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12		130 380	
Matières résiduelles	13			
Autres				
-Vidandes fosses septiques	14	290 805	288 401	284 827
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		32 499	30 354
Service de la dette	18	135 922	132 708	136 757
Activités de fonctionnement	19	97 359		97 202
Activités d'investissement	20			
	21	524 086	634 719	549 140
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	524 086	634 719	549 140
	26	10 727 297	10 649 984	10 333 746

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	17 389	1 235	
	31	17 389	1 235	
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	8 339	8 861	8 396
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	37 432	39 954	37 518
	35	45 771	48 815	45 914
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	63 160	50 050	45 914
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	958 405	943 250	945 939
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	958 405	943 250	945 939
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	1 021 565	993 300	991 853

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			2 525
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	10 000		11 019
Sécurité civile	55			
Autres	56	2 000	2 000	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57		17 005	
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			2 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69	229 640	264 185	229 640
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	70 000	72 330	70 885
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	125 000	111 125	104 185
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77	19 492	6 257	17 968
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			5 000
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	361 130	81 723	101 683
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	74 422	65 883	67 170
Autres	88		1 722	2 500
Réseau d'électricité	89			
	90	891 684	622 230	614 575

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	679 250	32 435	1 227 741
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108	1 224 183		906 287
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	223 600	14 252	13 453
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	2 127 033	46 687	2 147 481

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	3 018 717	668 917	2 762 056

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	140	285 751	285 767	204 351
Évaluation	141			
Autres	142	1 000		
	143	286 751	285 767	204 351
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145		5 925	
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148		5 925	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	12 525	12 662	12 524
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	12 525	12 662	12 524
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	40 000	19 590	
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158	1 000		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	41 000	19 590	
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	340 276	323 944	216 875

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	2 500	4 109	3 303
Sécurité publique	183	15 400	26 910	12 504
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188	5 500	1 595	1 045
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	21 075	42 287	21 820
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			376
Loisirs et culture	193	782 480	804 135	724 618
Réseau d'électricité	194			
	195	826 955	879 036	763 666
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 167 231	1 202 980	980 541
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	145 200	148 366	108 856
Droits de mutation immobilière	198	800 000	659 372	555 508
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200	400	716	1 473
	201	945 600	808 454	665 837
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	67 170	54 484	64 149
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	201 395	206 139	164 885
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(481 053)	(130 527)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	158 000		150 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210	6 450	10 464	44 992
Autres contributions	211		8 922	2 263
Autres	212	209 811	129 572	554 500
	213	374 261	(332 095)	621 228
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

Organisme Chelsea — Code géographique 82025

S28-1

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016			Réalisations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	200 205	200 125		200 125	191 197
Greffe et application de la loi	2	128 078	108 267		108 267	146 462
Gestion financière et administrative	3	1 238 178	1 174 408	100 488	1 274 896	1 358 370
Évaluation	4	353 954	353 952		353 952	359 385
Gestion du personnel	5	238 370	165 934		165 934	177 675
Autres						
-	6	15 000	12 027		12 027	8 416
-	7					
	8	2 173 785	2 014 713	100 488	2 115 201	2 241 505
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 883 205	1 915 707		1 915 707	1 824 740
Sécurité incendie	10	820 592	903 431	142 752	1 046 183	940 100
Sécurité civile	11	1 060	1 126	16 426	17 552	29 391
Autres	12	28 310	27 950		27 950	28 176
	13	2 733 167	2 848 214	159 178	3 007 392	2 822 407
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 008 759	870 566	1 104 687	1 975 253	1 956 900
Enlèvement de la neige	15	1 432 662	1 460 291	119 559	1 579 850	1 515 607
Éclairage des rues	16	26 260	21 857	3 970	25 827	29 998
Circulation et stationnement	17	24 325	24 408		24 408	21 880
Transport collectif						
Transport en commun	18	56 157	64 010		64 010	71 075
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	2 548 163	2 441 132	1 228 216	3 669 348	3 595 460

21-1

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016			Réalisations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	103 487	86 472	43 850	130 322	3 359
Réseau de distribution de l'eau potable	24		27 067	27 473	54 540	
Traitement des eaux usées	25	115 790	113 066	170 538	283 604	203 582
Réseaux d'égout	26	44 151	34 672	61 454	96 126	74 610
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	349 289	338 472		338 472	336 265
Élimination	28	151 980	150 545		150 545	145 293
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	160 367	149 820	1 557	151 377	150 301
Tri et conditionnement	30					(51 900)
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	1 200	1 866		1 866	1 269
Autres	34	16 620	15 922		15 922	16 364
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	92 440	91 286		91 286	2 569
Protection de l'environnement	38	198 176	208 135	3 876	212 011	171 488
Autres	39	214 100	188 951		188 951	180 230
	40	1 447 600	1 406 274	308 748	1 715 022	1 233 430
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	73 192				13 000
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	73 192				13 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	689 570	656 407	14 632	671 039	636 433
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	2 285	3 955		3 955	5 858
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	122 155	122 160		122 160	124 339
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	814 010	782 522	14 632	797 154	766 630

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016			Réalisations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	598 256	573 749	89 342	663 091	638 045
Patinoires intérieures et extérieures	54	998 745	971 278	194 339	1 165 617	1 165 939
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	363 224	356 633	35 166	391 799	344 280
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	78 622	73 117		73 117	74 131
Autres	59	29 788	23 185	4 818	28 003	28 285
	60	2 068 635	1 997 962	323 665	2 321 627	2 250 680
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	346 829	301 525	36 263	337 788	417 827
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64	27 356	23 329		23 329	24 100
Autres	65	27 154	29 426		29 426	73 526
	66	401 339	354 280	36 263	390 543	515 453
	67	2 469 974	2 352 242	359 928	2 712 170	2 766 133
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	644 275	688 875		688 875	514 948
Autres frais	70	68 014	82 799		82 799	69 655
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	26 050	5 254		5 254	13 841
	73	738 339	776 928		776 928	598 444
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	1 857 865	2 171 190	(2 171 190)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Rémunération des élus	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	37
Taux des taxes	38
Questionnaire	40

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité de Chelsea(ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Pierre Mousseau CPA Auditeur, CA

DATE 2017-05-08

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions			1	10 649 984
Ajouter				
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM			2	
Déduire				
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3			
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4			
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5			
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6			
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative				
Montant relatif aux taxes foncières	8			
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10	
Revenus de taxes			11	10 649 984

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	10 649 984
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	
Total partiel			4	10 649 984
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	20 275		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	150 821		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	32 499		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	203 595
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	10 446 389

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective[1] au 1er janvier 2016[2]	1	1 311 556 000
Évaluation des immeubles imposables effective[1] au 31 décembre 2016[2]	2	1 325 196 500
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	1 318 376 250

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL[3]

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	10 446 389
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	1 318 376 250
Taux global de taxation réel de 2016	6	_ _ , 7 9 2 4 / 100 $

ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Évaluation des immeubles imposables effective au 1er janvier 2016[2]	7	1 311 556 000
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016[2]	8	1 325 196 500
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	1 318 376 250

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.
2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1er janvier ou au 31 décembre, selon le cas.
3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1		948 798	2 002 680
Usines de traitement de l'eau potable	2		1 515 412	4 640 451
Usines et bassins d'épuration	3	3 766 800	1 144 173	3 503 815
Conduites d'égout	4		931 004	1 815 166
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 871 059	2 822 655	3 607 157
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	549 165	223 751	
Autres infrastructures	11	540 000	79 419	21 525
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	69 600	278 499	296 838
Édifices communautaires et récréatifs	14		74 778	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	308 000	310 625	655 808
Ameublement et équipement de bureau	18	33 990	25 745	12 941
Machinerie, outillage et équipement divers	19	181 700	46 220	55 999
Terrains	20			3 322
Autres	21	23 850		
	22	10 344 164	8 401 079	16 615 702

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27			21 525
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		948 798	2 002 680
Usines de traitement de l'eau potable	29		1 515 412	4 640 451
Usines et bassins d'épuration	30		1 144 173	3 503 815
Conduites d'égout	31		931 004	1 815 166
Autres infrastructures	32		3 125 825	3 607 157
Autres immobilisations	33		735 867	1 024 908
	34		8 401 079	16 615 702

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dette à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	20 531 900	21 592 000	2 219 500	39 904 400
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4	2 395		1 380	1 015
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	84 643		17 973	66 670
Autres	6				
	7	20 618 938	21 592 000	2 238 853	39 972 085
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	135 547		1 570	133 977
Réserves financières et fonds réservés	10	77 043	45 405	13 762	108 686
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	2 259 268	15 273 863	115 016	17 418 115
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	14 614 234	4 601 756	1 623 645	17 592 345
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	17 086 092	19 921 024	1 753 993	35 253 123
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 395 773		320 894	2 074 879
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	2 395 773		320 894	2 074 879
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20	16 760		(6 365)	23 125
	21	2 412 533		314 529	2 098 004
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22	1 120 313	1 670 976	170 331	2 620 958
Prêts	23				
Autres	24				
	25	3 532 846	1 670 976	484 860	4 718 962
	26	20 618 938	21 592 000	2 238 853	39 972 085
Dette en cours de refinancement	27	( )		( )	
Reclassement / Redressement	28				
	29	20 618 938	21 592 000	2 238 853	39 972 085

Note

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	353 954	353 952	359 385
Autres	3	257 979	257 976	262 956
Sécurité publique				
Police	4	1 883 205	1 883 208	1 794 386
Sécurité incendie	5	42 130	37 632	40 098
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	15 757	21 610	18 912
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	325 511	324 546	262 500
Cours d'eau	13	84 730	84 730	
Protection de l'environnement	14	33 598	33 600	37 291
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	50 803	50 808	67 268
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	122 155	122 160	124 339
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	3 169 822	3 170 222	2 967 135

Organisme Chelsea — Code géographique 82025

S43

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total[1]
Cadres et contremaîtres	1	13,00	35,00	22 061,00	***	***	***
Professionnels	2	1,00	14,00	639,00	***	***	***
Cols blancs	3	16,00	35,00	34 011,00	***	***	***
Cols bleus	4	16,00	40,00	25 441,00	***	***	***
Policiers	5				***	***	***
Pompiers	6	5,70	40,00	11 861,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				***	***	***
	8	51,70		94 013,00	***	***	***
Élus	9	7,00			114 413	18 986	133 399
	10	58,70			***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14	264 185				264 185
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	354 223	44 300	6 209		404 732
	17	618 408	44 300	6 209		668 917

Organisme Chelsea — Code géographique 82025

S44-1

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité		Charges avant amortissement		Amortissement des immo-bilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+		=		-		=			
Administration générale												
Greffe et application de la loi	1	108 267	27		53	108 267	79	285 767	105	(177 500)	131	41
Évaluation	2	353 952	28		54	353 952	80		106	353 952	132	133
Autres	3	1 552 494	29	100 488	55	1 652 982	81	4 109	107	1 648 873	133	5 741
	4	2 014 713	30	100 488	56	2 115 201	82	289 876	108	1 825 325	134	5 915
Sécurité publique												
Police	5	1 915 707	31		57	1 915 707	83		109	1 915 707	135	707
Sécurité incendie	6	903 431	32	142 752	58	1 046 183	84	32 835	110	1 013 348	136	26 579
Sécurité civile	7	1 126	33	16 426	59	17 552	85		111	17 552	137	356
Autres	8	27 950	34		60	27 950	86		112	27 950	138	10
	9	2 848 214	35	159 178	61	3 007 392	87	32 835	113	2 974 557	139	27 652
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	870 566	36	1 104 687	62	1 975 253	88	12 662	114	1 962 591	140	245 117
Enlèvement de la neige	11	1 460 291	37	119 559	63	1 579 850	89		115	1 579 850	141	18 165
Autres	12	46 265	38	3 970	64	50 235	90	1 595	116	48 640	142	143
Transport collectif	13	64 010	39		65	64 010	91		117	64 010	143	24
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	2 441 132	41	1 228 216	67	3 669 348	93	14 257	119	3 655 091	145	263 449
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	86 472	42	43 850	68	130 322	94	37 427	120	92 895	146	58 282
Réseau de distribution de l'eau potable	17	27 067	43	27 473	69	54 540	95		121	54 540	147	36 512
Traitement des eaux usées	18	113 066	44	170 538	70	283 604	96		122	283 604	148	97 546
Réseaux d'égout	19	34 672	45	61 454	71	96 126	97		123	96 126	149	94 965
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	489 017	46		72	489 017	98		124	489 017	150	184
Matières recyclables	21	167 608	47	1 557	73	169 165	99	173	125	168 992	151	132
Autres	22		48		74		100		126		152	1
Cours d'eau	23	91 286	49		75	91 286	101		127	91 286	153	34
Protection de l'environnement	24	208 135	50	3 876	76	212 011	102	23 777	128	188 234	154	80
Autres	25	188 951	51		77	188 951	103	500	129	188 451	155	71
	26	1 406 274	52	308 748	78	1 715 022	104	61 877	130	1 653 145	156	287 807

33-1

Organisme Chelsea — Code géographique 82025

S44-2

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité		Charges avant amortissement		Amortissement des immo-bilisations +		Charges =		Services rendus -		Coût des services municipaux =		Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157		172		187		202		217		232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159		174		189		204		219		234	
	160		175		190		205		220		235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	656 407	176	14 632	191	671 039	206		221	671 039	236	1 078
Rénovation urbaine	162	3 955	177		192	3 955	207		222	3 955	237	1
Promotion et développement économique	163	122 160	178		193	122 160	208		223	122 160	238	46
Autres	164		179		194		209		224		239	
	165	782 522	180	14 632	195	797 154	210		225	797 154	240	1 125
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	1 997 962	181	323 665	196	2 321 627	211	804 135	226	1 517 492	241	179 052
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	301 525	182	36 263	197	337 788	212		227	337 788	242	11 908
Autres	168	52 755	183		198	52 755	213		228	52 755	243	20
	169	2 352 242	184	359 928	199	2 712 170	214	804 135	229	1 908 035	244	190 980
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	11 845 097	186	2 171 190	201	14 016 287	216	1 202 980	231	12 813 307	246	776 928

33-2

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1	27 424	81 089
Charges sociales	2	3 739	10 145
Biens et services	3	8 111 813	16 344 769
Frais de financement	4	258 103	179 699
Autres	5		
	6	8 401 079	16 615 702

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	583 832	974 953
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(3)	858
Solde redressé au début de l'exercice	3	583 829	975 811
Ajouter (déduire)			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	204 568	550 576
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(7 359)	(364 236)
Activités d'investissement	6	(151 200)	(151 124)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(99 751)	(427 195)
Réserves financières et fonds réservés	8	(3 270)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(57 012)	(391 979)
Solde à la fin de l'exercice	12	526 817	583 832
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	752 866	572 377
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	752 866	572 377
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(375 742)	(186 551)
Activités d'investissement	17	(49 718)	(60 155)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	99 751	427 195
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(325 709)	180 489
Solde à la fin de l'exercice	22	427 157	752 866
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	231 529	517 846
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(357 438)
Solde redressé au début de l'exercice	25	231 529	160 408
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	116 415	136 265
Activités d'investissement	27	(61 342)	(65 144)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	3 270	
Financement des investissements en cours	29		
	30	58 343	71 121
Solde à la fin de l'exercice	31	289 872	231 529

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	( )	( )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	( )	( )
Affectations			
Activités de fonctionnement - Augmentation	35	( )	( )
Activités de fonctionnement - Diminution	36	285 036	11 393
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37	(337 976)	(11 393)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	52 940	
Solde à la fin de l'exercice	39	( )	( )
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	40	(14 800 533)	(3 208 216)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41		
Solde redressé au début de l'exercice	42	(14 800 533)	(3 208 216)
Ajouter (déduire)			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43	13 323 769	(11 592 317)
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44		
Excédent de fonctionnement affecté	45		
Réserves financières et fonds réservés	46		
	47	13 323 769	(11 592 317)
Solde à la fin de l'exercice	48	(1 476 764)	(14 800 533)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	49	32 383 716	18 092 352
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50		(58 954)
Solde redressé au début de l'exercice	51	32 383 716	18 033 398
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Financement à long terme des activités d'investissement	54	(21 254 024)	( )
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55		
Variation résiduelle de l'exercice	56	7 713 583	14 350 318
Solde à la fin de l'exercice	57	18 843 275	32 383 716

FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	RÈGLEMENT N°		MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1ER JANVIER		1	750 000
Augmentation			
À même l'excédent de fonctionnement		2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale		3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt		4	
		5	750 000
Diminution		6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE		7	750 000

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

Taxes sur la valeur foncière		**Du 100 $ d'évaluation**
Taxes générales		
Taxe foncière générale (taux unique)	1	, $
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	0 , 5829 $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	0 , 5829 $
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	0 , 8904 $
Catégorie des immeubles industriels	5	0 , 8904 $
Catégorie des terrains vagues desservis	6	, $
Catégorie des immeubles agricoles	7	0 , 5829 $
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	, $
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	0 , 1610 $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	0 , 1610 $
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	0 , 1610 $
Catégorie des immeubles industriels	12	0 , 1610 $
Catégorie des terrains vagues desservis	13	, $
Catégorie des immeubles agricoles	14	0 , 1610 $
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	, $
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	, $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	, $
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	, $
Catégorie des immeubles industriels	19	, $
Catégorie des terrains vagues desservis	20	, $
Catégorie des immeubles agricoles	21	, $
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	, $
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	, $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	, $
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	, $
Catégorie des immeubles industriels	26	, $
Catégorie des terrains vagues desservis	27	, $
Catégorie des immeubles agricoles	28	, $

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	___ , ___ $
Égout	2	___ , ___ $
Eau et égout	3	___ , ___ $
Traitement des eaux usées	4	___ , ___ $
Matières résiduelles	5	___ , ___ $
		% de la valeur locative
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	___ , ___ %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
Vidange fosse septique	95,5000	4	par unité de logement
Système tertiaire	110,0000	7	par inspection
Traitement eaux usées Mill (dette)	361,8000	7	par unité
Traitement eaux usées Mill(fonct.)	571,7800	7	par unité
Traitement eaux usées Farm Point (dette)	854,1100	7	par unité
Traitement eaux usées Farm Point (fonct.	491,8300	7	par unité
Pavage Patrick Wright Vallée (dette)	350,8800	7	par unité
Licence chien	25,0000	4	par chien

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1		2	X		
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3		4	X		
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5		6	X		
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7		8	X		
Si oui, indiquer les montants suivants :						
a) le montant total versé en 2016	9				$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10				$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11		12	X		
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :						
a) crédits de taxes	13				$	
b) autres formes d'aide	14				$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15	X	16			
Si oui, indiquer le montant.	17			953	$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18		19	X		
Si oui, indiquer le montant.	20				$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21			310		22

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité		OUI		NON		S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23	X	24		25	
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26		27	X		
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28		29	X		

11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30	
Facteur comparatif de 2016	31	
Valeur uniformisée	32	

12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET?

33 [X] 34 [ ]

Montant de l'aide financière reçue	35	32 435 $
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :		
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	$
b) Dépenses d'investissement	37	41 077 $
c) Total des frais encourus admissibles	38	41 077 $

d) Description des dépenses d'investissement :

Rechargement de chemins.

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution	39	40-17
b) Date d'adoption de la résolution	40	2017-02-06

Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	43
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	44
Calcul de certains revenus de taxes	45
Taux des taxes	47
Taux global de taxation prévisionnel	48
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	51
Questionnaire	53

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	8 150 823
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	2 174 857
Activités de fonctionnement	3	36 120
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	84 763
	9	10 446 563
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
- Vidange fosses septiques	14	286 692
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	858 461
Activités de fonctionnement	19	398 360
Activités d'investissement	20	
	21	1 543 513
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 543 513
	26	11 990 076

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	8 490
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	38 107
	9	46 597
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	46 597
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	969 879
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	969 879
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 016 476

Organisme Chelsea — Code géographique 82025

S57

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière										
Taxes générales										
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x 2	/100$	3					
Taxe foncière générale (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	1 275 429 367	x 5	0,5843 /100$	6	7 452 334				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	370 400	x 8	0,5843 /100$	9	2 164				
Immeubles non résidentiels	10	48 615 933	x 11	0,8973 /100$	12	436 231				
Immeubles industriels	13	431 400	x 14	0,8973 /100$	15	3 871				
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	16		x 17	/100$	18					
Autres	19		x 20	/100$	21					
Immeubles agricoles	22	349 400	x 23	0,5843 /100$	24	2 042				
Total					25	7 896 642	26 ( )	27 ( )	28 254 181	29 8 150 823
Taxes spéciales										
Service de la dette (taux unique)	30	1 325 196 500	x 31	0,1639 /100$	32	2 171 997				
Service de la dette (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	33		x 34	/100$	35					
Immeubles de 6 logements ou plus	36		x 37	/100$	38					
Immeubles non résidentiels	39		x 40	/100$	41					
Immeubles industriels	42		x 43	/100$	44					
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	45		x 46	/100$	47					
Autres	48		x 49	/100$	50					
Immeubles agricoles	51		x 52	/100$	53					
Total					54	2 171 997	55 ( )	56 ( )	57 2 860	58 2 174 857

Organisme Chelsea — Code géographique 82025

S58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 1 325 196 500	x	2 0,0027	/100$	3 35 780				
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	/100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11	/100$	12				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19	x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	x	23	/100$	24				
Total					25 35 780	26 ( )	27 ( )	28 340	29 36 120

Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	30	x	31	/100$	32				
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57	58

	Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x	60	%	61	62 ( )	63 ( )	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe) — **Par unité de logement**

Eau	1	___ , __ $
Égout	2	___ , __ $
Eau et égout	3	___ , __ $
Traitement des eaux usées	4	___ , __ $
Matières résiduelles	5	___ , __ $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
Vidange fosse septique	95,5000	4	par unité de logement
Système tertiaire	110,0000	7	par inspection
Traitement eaux usées Mill (dette)	372,2000	7	par unité
Traitement eaux usées Farm Point (dette)	854,1100	7	par unité
Traitement eaux usées Farm Point(fonct.)	481,8300	7	par unité
Pavage Patrick Wright Vallée (dette)	350,8800	7	par unité
Eaux usées CV construit (dette 700-07)	45,2800	7	par unité
Eaux usées CV construit (dette 780-11)	24,1400	7	par unité
Eaux usées CV n-construit (dette 780-11)	11,2900	7	par unité
Eau potable CV n-construit (dette781-11)	29,4500	7	par unité
Eaux usées CV construit (dette 823-11	247,8300	7	par unité
Eaux usées CV n-construit (dette 824-11)	183,0300	7	par unité
Eau potable CV n-construit (dette 825-11	249,5000	7	par unité
Eau potable CV construit (dette 835-11)	271,2100	7	par unité
Fonct.eau potable - branché	250,0000	7	par unité
Fonct.eau potable - non branché	120,0000	7	par unité
Fonct. eaux usées - branché	180,0000	7	par unité
Fonct. eaux usées - non branché	80,0000	7	par unité
Licence de chien	25,0000	4	par chien

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions			1	11 990 076
Ajouter				
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM			2	
Déduire				
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3			
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4			
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5			
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6			
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative				
Montant relatif aux taxes foncières	8			
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10	
Revenus de taxes			11	11 990 076

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	11 990 076
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	
Total partiel			4	11 990 076
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	20 640		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	153 518		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8			
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	174 158
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel			11	11 815 918

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	1	11 815 918
Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les revenus de la taxe foncière générale	2	1 325 196 500
Taux global de taxation prévisionnel de 2017 (ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 $	3	0,8916/100 $

Organisme Chelsea — Code géographique 82025

S63

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	365 057	3 239			2 781	2 624
De secteur	2						
Autres	3	3 111	28			24	24
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	858 461					
Autres	5	685 052					
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	1 911 681	3 267			2 805	2 648

Organisme Chelsea Code géographique 82025

S64

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	8 647 394	6 053	1 334 652	10 361 800
De secteur	10				
Autres	11	73 703	52	7 821	84 763
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				858 461
Autres	13				685 052
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	8 721 097	6 105	1 342 473	11 990 076

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?				
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM				
- Pour la taxe foncière générale	1	X	2	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4 X	5
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM				
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6		7 X	8
- Pour le rôle de la valeur locative	9		10 X	11
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12		13 X	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14	X	15	
Si oui, indiquer le montant.	16	910 $		
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	$		
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	16 417 725 $		
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	2 478 520 $		
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	953 302 $		
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	250 000 $		

AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse: 100 Old Chelsea
(no) (rue)
Chelsea — J9B 1C1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone: (819) 827-1124
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur: (819) 827-2672
(ind. rég.) (numéro)

Courriel: www.chelsea.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom: Charles Ricard

Téléphone: (819) 827-1124
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur: (819) 827-2672
(ind. rég.) (numéro)

Courriel: c.ricard@chelsea.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom: Pierre Mousseau CPA Auditeur, CA

Titre: Auditeur

Adresse: 90 rue Maurice
(no) (rue)
Gatineau — J8Y 5X7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone: (819) 771-3799
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur: (819) 771-2832
(ind. rég.) (numéro)

Courriel: pierre_mousseau@videotron.ca

Responsable du dossier: Pierre Mousseau CPA Auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom

Titre

Adresse
(no) (rue)
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur
(ind. rég.) (numéro)

Courriel

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Charles Ricard , atteste que le rapport financier de Chelsea pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-06-05 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Chelsea .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Chelsea consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Chelsea détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de (541 052) $.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de ,7924 $.

Date et heure de la dernière modification : 2017-05-31 15:08:46

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2016

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Chelsea

Affaires municipales et Occupation du territoire
Québec

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	15 238 203	14 153 825	14 132 511
Investissement	2	2 285 033	98 338	2 451 784
	3	17 523 236	14 252 163	16 584 295
Charges	4	14 856 095	14 793 215	14 037 009
Excédent (déficit) de l'exercice	5	2 667 141	(541 052)	2 547 286
Moins : revenus d'investissement	6	(2 285 033)	(98 338)	(2 451 784)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	382 108	(639 390)	95 502
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	1 857 865	2 171 190	1 923 015
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	90 120	337 976	42 457
Remboursement de la dette à long terme	10	(2 239 125)	(1 983 277)	(1 859 225)
Affectations				
Activités d'investissement	11	(277 840)	(148 747)	(271 108)
Excédent (déficit) accumulé	12	163 872	(18 350)	414 522
Autres éléments de conciliation	13	23 000	485 166	205 413
	14	(382 108)	843 958	455 074
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		204 568	550 576

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Actifs financiers			
Encaisse	1	442 464	1 323 968
Débiteurs	2	5 011 990	7 265 813
Placements de portefeuille	3	17 126	20 345
Autres	4		
	5	5 471 580	8 610 126
Passifs			
Dette à long terme	6	39 496 715	20 412 599
Passif au titre des avantages sociaux futurs	7		
Autres	8	3 946 027	19 819 082
	9	43 442 742	40 231 681
Actifs financiers nets (dette nette)	10	(37 971 162)	(31 621 555)
Actifs non financiers			
Immobilisations	11	55 961 258	50 213 317
Autres	12	620 261	559 648
	13	56 581 519	50 772 965
Excédent (déficit) accumulé	14	18 610 357	19 151 410

Extrait du rapport financier, page S20

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	526 817	583 832
Excédent de fonctionnement affecté			
- Affectation année suivante	16	230 962	522 770
-	17		
- Surplus affecté auto assurance	18	20 003	20 003
-	19		
- Surplus affecté conv.collectiv	20	42 215	74 546
- Surplus affecté Mill	21	55 200	48 018
- Surplus affecté Patrick Wright	22	78 777	87 529
-	23		
-	24		
	25	427 157	752 866
Réserves financières	26		
Fonds réservés	27	289 872	231 529
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	28	( )	( )
Financement des investissements en cours	29	(1 476 764)	(14 800 533)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30	18 843 275	32 383 716
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	31		
	32	18 610 357	19 151 410

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	36 487 224
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	37 992 249

Extrait du rapport financier, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	242 663	212 590
Montant à la charge des contribuables	5	35 010 460	16 873 502
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises [1]	6	4 695 837	3 516 086
Autres	7	23 125	16 760
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	8		
	9	39 972 085	20 618 938

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	10	10 727 297	10 649 984	10 333 746
Compensations tenant lieu de taxes	11	1 021 565	993 300	991 853
Quotes-parts	12			
Transferts	13	891 684	622 230	614 575
Services rendus	14	1 167 231	1 202 980	980 541
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	15	1 012 770	862 938	729 986
Autres	16	417 656	(177 607)	481 810
	17	15 238 203	14 153 825	14 132 511
Investissement				
Taxes	18			
Quotes-parts	19			
Transferts	20	2 127 033	46 687	2 147 481
Autres	21	158 000	51 651	304 303
	22	2 285 033	98 338	2 451 784
	23	17 523 236	14 252 163	16 584 295

Extrait du rapport financier, page S14

Organisme Chelsea Code géographique 82025

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Budget 2016	Réalisations 2016			Réalisations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	2 173 785	2 014 713	100 488	2 115 201	2 241 505
Sécurité publique						
Police	2	1 883 205	1 915 707		1 915 707	1 824 740
Sécurité incendie	3	820 592	903 431	142 752	1 046 183	940 100
Autres	4	29 370	29 076	16 426	45 502	57 567
Transport						
Réseau routier	5	2 492 006	2 377 122	1 228 216	3 605 338	3 524 385
Transport collectif	6	56 157	64 010		64 010	71 075
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	263 428	261 277	303 315	564 592	281 551
Matières résiduelles	9	679 456	656 625	1 557	658 182	597 592
Autres	10	504 716	488 372	3 876	492 248	354 287
Santé et bien-être	11	73 192				13 000
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	689 570	656 407	14 632	671 039	636 433
Promotion et développement économique	13	122 155	122 160		122 160	124 339
Autres	14	2 285	3 955		3 955	5 858
Loisirs et culture	15	2 469 974	2 352 242	359 928	2 712 170	2 766 133
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	738 339	776 928		776 928	598 444
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	12 998 230	12 622 025	2 171 190	14 793 215	14 037 009
Amortissement des immobilisations	20	1 857 865	2 171 190	(2 171 190)		
	21	14 856 095	14 793 215		14 793 215	14 037 009

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3